

bre 1967, par les lois des 9 juin 1970, 21 décembre 1970, 12 juillet 1972, 23 décembre 1974, 6 février 1976 et 24 décembre 1976, par l'arrêté royal n° 1 du 26 mars 1981, et par les arrêtés royaux des 13 janvier 1971 et 26 novembre 1971, est fixée à 2,6437;

2,1333

2° la fraction visée à l'article 14, § 1er, du même arrêté est fixée à 2,6437.

1,4859

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1984.

Art. 3. Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre des Classes moyennes,

L. OLIVIER

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

E. KNOOPS

besluit nr. 74 van 10 november 1967, door de wetten van 9 juni 1970, 21 december 1970, 12 juli 1972, 23 december 1974, 6 februari 1976 en 24 december 1976, door het koninklijk besluit nr. 1 van 26 maart 1981 en door de koninklijke besluiten van 13 januari 1971 en 26 november 1971, vastgesteld op 2,6437;

2,1333

2° wordt de breuk bedoeld in artikel 14, § 1, van hetzelfde besluit vastgesteld op 2,6437.

1,4859

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1984.

Art. 3. Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 december 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Middenstand,

L. OLIVIER

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Middenstand,

E. KNOOPS

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 83 — 2152

16 DECEMBRE 1983. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française, portant fixation du barème qui servira de base au calcul de la participation financière des parents, dans les frais de séjour des enfants hébergés dans les crèches de jour, et les pré-gardiennats agréés et subsidiés par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, ainsi que dans les services reconnus de gardiennes d'enfants à domicile

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 26 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté royal du 1er juillet 1971, modifiant l'arrêté royal du 13 février 1970, fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des crèches de jour agréées par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, modifié par l'arrêté royal du 5 mai 1971, notamment l'article 2, et par les arrêtés royaux du 14 octobre 1971, du 18 février 1974, du 25 février 1975, du 25 septembre 1978 et du 15 juillet 1981;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1975, fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des services de gardiennes d'enfants à domicile, reconnus par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, modifié par l'arrêté royal du 19 juin 1978;

Vu l'arrêté royal du 14 mai 1976, modifiant :

1° l'arrêté royal du 13 février 1970, fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des crèches de jour et des pré-gardiennats agréés par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, modifié par les arrêtés royaux des 5 mai 1961, 1er juillet 1971, 14 octobre 1971 et 18 février 1974;

2° l'arrêté royal du 18 août 1975, fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionne-

ment des services de gardiennes d'enfants à domicile, reconnus par l'Œuvre Nationale de l'Enfance;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Oeuvres de l'Enfance;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 février 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que le montant de la participation financière des parents, à partir du 1er janvier 1984 dans les frais de séjour

des enfants dans les institutions visées dans cet arrêté, doit être fixé sans retard,

Arrêtons :

Article unique. Le barème visé à l'article 7 de l'arrêté royal du 13 février 1970, tel qu'il a été modifié, et à l'article 2, 9°, de l'arrêté royal du 18 août 1975 susvisé, est fixé pour une période d'un an, prenant cours le 1er janvier 1984, conformément aux dispositions du texte annexé au présent arrêté.

Bruxelles, le 16 décembre 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Annexe 1

Barème de la participation financière des parents aux frais de séjour des enfants dans les crèches de jour et pré-gardiennats agréés et subsidiés par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, ainsi que dans les services reconnus de gardiennes d'enfants à domicile

1. Cette participation est fixée comme suit :

Revenus mensuels nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (du parent isolé)	Participation journalière			Revenus mensuels nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (du parent isolé)	Participation journalière		
	100 %	70 %	50 %		100 %	70 %	50 %
— 16 999	50	50	50	41 000 — 41 999	228	160	114
				42 000 — 42 999	234	164	117
				43 000 — 43 999	239	167	120
				44 000 — 44 999	245	172	123
				45 000 — 45 999	250	175	125
17 000 — 17 999	66	50	50	46 000 — 46 999	256	179	128
18 000 — 18 999	79	55	50	47 000 — 47 999	261	183	131
19 000 — 19 999	93	65	50	48 000 — 48 999	267	187	134
20 000 — 20 999	108	76	54	49 000 — 49 999	272	190	136
				50 000 — 50 999	278	195	139
21 000 — 21 999	118	83	59	51 000 — 51 999	283	198	142
22 000 — 22 999	124	87	62	52 000 — 52 999	289	202	145
23 000 — 23 999	129	90	65	53 000 — 53 999	294	206	147
24 000 — 24 999	135	95	68	54 000 — 54 999	300	210	150
25 000 — 25 999	140	98	70	55 000 — 55 999	305	214	153
26 000 — 26 999	146	102	73	56 000 — 56 999	311	218	156
27 000 — 27 999	151	106	76	57 000 — 57 999	316	221	158
28 000 — 28 999	157	110	79	58 000 — 58 999	322	225	161
29 000 — 29 999	162	113	81	59 000 — 59 999	327	229	164
30 000 — 30 999	168	118	84	60 000 — 60 999	333	233	167
31 000 — 31 999	173	121	87	61 000 — 61 999	338	237	169
32 000 — 32 999	179	125	90	62 000 — 62 999	344	241	172
33 000 — 33 999	184	129	92	63 000 — 63 999	349	244	175
34 000 — 34 999	190	133	95	64 000 — 64 999	355	249	178
35 000 — 35 999	195	137	98	65 000 — 65 999	360	252	180
36 000 — 36 999	201	141	101	66 000 — 66 999	366	256	183
37 000 — 37 999	206	144	103	67 000 — 67 999	371	260	186
38 000 — 38 999	212	148	106	68 000 — 68 999	377	264	189
39 000 — 39 999	217	152	109	69 000 — 69 999	382	267	191
40 000 — 40 999	223	156	112	70 000 et plus	385	270	193

Le montant de la participation journalière ne peut en aucun cas être inférieur à 50 F (minimum absolu).

Le montant de la participation financière est fixé à 385 F, par jour pour les parents qui ne fournissent pas la preuve de leurs revenus.

Le montant de la participation financière des Pouvoirs publics, qui demandent un placement d'enfants, est fixé à 385 F, par jour et par enfant.

#### Précisions.

Le calcul est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage.

a) De 118 F à 382 F, le montant de la participation financière des parents est calculé comme suit :

Revenus mensuels net cumulés du ménage X 11 %

20 jours ouvrables

(exprimés en moyenne arithmétique par tranche de 1 000 F)

De 66 F à 108 F, l'incidence sur les revenus est progressive, de 7,5 à 10,5 %.

A partir de 70 000 F de revenus mensuels nets cumulés du ménage, la participation financière des parents est plafonnée à 385 F.

b) Les revenus mensuels nets cumulés du ménage, pris en considération pour le calcul de la participation journalière, sont ceux du mois de novembre 1983 ou, à défaut, ceux du premier mois de fréquentation du milieu d'accueil.

Il y aura lieu pour les parents inscrits sous les régimes ouvrier, employé, services publics et assimilés de faire remplir par leur employeur le document figurant à l'annexe 3.

Les parents soumis à un autre régime doivent produire le plus récent avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques, soit celui de 1983 (revenus 1982).

Si les parents n'ont pas encore reçu cet avertissement-extrait de rôle lors de l'inscription, ont peut se référer à l'avertissement-extrait de rôle 1982 (revenus 1981), et appliquer selon le cas l'une des deux formules de reconversion suivantes :

#### 1° Avertissement-extrait de rôle 1983 (revenus 1982)

A

———— X 0,923  
10,30

A = revenus annuels nets imposables cumulés du ménage pour 1982 (tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle 1983).

10,30 = coefficient de conversion des revenus annuels nets imposables cumulés en revenus mensuels nets cumulés.

0,923 = coefficient d'adaptation des revenus de 1982 aux revenus de septembre 1983 compte tenu du blocage des salaires et du 5ème complément d'index.

#### 2° Avertissement-extrait de rôle 1982 (revenus 1981) :

A

———— X 0,971  
10,30

A = revenus annuels imposables cumulés du ménage pour 1981 (tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle 1982).

10,30 = coefficient de conversion des revenus annuels nets imposables cumulés en revenus mensuels nets cumulés.

0,971 = coefficient d'adaptation des revenus de 1981 aux revenus de septembre 1983 compte tenu du blocage des salaires et du 5ème complément d'index.

c) Par « revenus à justifier », il faut entendre toutes les ressources financières du ménage marié ou cohabitant ou du parent isolé et notamment :

— revenus professionnels;

— prestations sociales (maladie, invalidité, pensions, allocations d'accidents de travail et de maladies professionnelles, allocations de chômage, allocations aux handicapés);

— indemnité de milice;

— bourse d'études;

— revenu garanti — minimum de moyens d'existence — aides financières C.P.A.S.

Pour la détermination des revenus de référence, il ne sera pas tenu compte des allocations familiales (à déduire le cas échéant, si elles sont intégrées à la rémunération) ni des interventions des Pouvoirs publics dans les frais d'entretien d'un enfant placé en famille d'accueil (art. 83bis du Code des impôts sur les revenus).

Les pensions alimentaires seront ajoutées aux revenus de référence, si elles sont perçues.

Elles seront déduites, si elles sont versées.

Les remboursements personnels ne peuvent pas être déduits.

d) L'enquête sociale menée par le travailleur social attaché aux crèches, pré-gardiennats et services de gardiennes à domicile est déterminante pour adapter la participation journalière, en cas de situation financière particulière d'une famille.

Toute dérogation au présent barème fera toutefois l'objet d'un rapport justificatif écrit.

e) La déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé prévue à l'annexe 2, appuyée de la preuve des revenus, doit être conservée jusqu'à la fin de l'année en cours.

2. La participation financière telle que fixée au point 1 couvre la totalité des frais de séjour, à l'exclusion de la fourniture des aliments de régime et des médicaments.

Les institutions et services visés par le présent texte peuvent mettre à charge des parents une participation financière pour les vêtements et les langes.

3. En cas de fréquentation à mi-temps des institutions et services visés par le présent texte, la participation financière des parents est fixée à 50 p.c. du montant de la redevance due.

La participation ne pourra toutefois et en aucun cas être inférieure à 50 F (minimum absolu).

Par fréquentation à mi-temps, il y a lieu d'entendre un séjour qui n'exécède pas 5 heures.

4. Lorsque deux enfants d'une même famille sont soumis simultanément au barème fixé au point 1, la participation financière due pour chaque enfant est réduite à 70 p.c. de la redevance normale à temps plein ou à mi-temps. Des absences justifiées ne dépassant pas deux semaines de l'un des enfants ne font pas perdre aux parents le bénéfice de cette mesure.

Le travailleur social vérifie la simultanéité du placement, lorsque les deux enfants ne sont pas confiés ensemble à la même institution ou au même service.

La même réduction à 70 p.c. sera accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants à charge ou plus.

La participation ne pourra toutefois et en aucun cas être inférieure à 50 F (minimum absolu).

5. La participation financière des parents peut faire l'objet d'un paiement anticipé ou d'une provision.

6. Une redevance de réservation — au moins égale au minimum absolu de la participation journalière (50 F) — peut être demandée en cas d'absence non justifiée d'un enfant inscrit.

Elle sera toutefois limitée à 25 p.c. du montant de la redevance normalement due.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 16 décembre 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Annexe 2

DECLARATION DES REVENUS DU MENAGE OU DU PARENT ISOLE  
(en application de l'arrêté de l'Exécutif du .....

Dénomination et adresse du milieu d'accueil :

.....  
 .....  
 .....

Enfant inscrit

Nom et prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Date de naissance : .....  
 Nombre d'enfants dans la famille : .....  
 Date d'inscription : .....

Personne assumant la charge financière de l'enfant et signant la présente déclaration :

Nom et prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Relation parentale : .....

Cette déclaration est complétée par un des modèles suivants :

Modèle A

Je soussigné(e) déclare avoir pris connaissance de l'arrêté fixant pour l'année 1984 le barème de la participation financière des parents aux frais de séjour dans les crèches, préguardiennats et services de gardiennes agréés et subventionnés par l'O.N.J.E.

Je ne produis aucune preuve de revenus et m'engage à payer le montant de la participation financière maximale mentionnée dans cet arrêté.

Date :

Signature :

Modèle C

Je soussigné(e) m'engage à payer une participation financière calculée sur base de mon avertissement-extrait de rôle 1983 (revenus 1982); suivant la formule de conversion déterminée dans l'annexe 1-1b) 1° de l'arrêté.

Revenus annuels nets imposables  
cumulés du ménage

$$\frac{10,30}{\quad} \times 0,923 = \dots\dots\dots F$$

Date

Signature

Modèle B

Je soussigné(e) déclare que les revenus mensuels (cumulés) de mon ménage comportent pour le mois de ..... 198 la somme de ..... F.

J'appuie cette déclaration de l'attestation remplie par mon employeur.

Date :

Signature :

Modèle D

Je soussigné(e) m'engage à payer une participation financière calculée sur base de mon avertissement-extrait de rôle 1982 (revenus 1981), suivant la formule de conversion déterminée dans l'annexe 1-1b) 2° de l'arrêté.

Revenus annuels nets imposables  
cumulés du ménage

$$\frac{10,30}{\quad} \times 0,971 = \dots\dots\dots F$$

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 16 décembre 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre des Affaires sociales,  
Ph. MONFILS

## Annexe 3

**ATTESTATION A REMPLIR PAR L'EMPLOYEUR ET DESTINE A**  
(désignation du milieu d'accueil)

Je soussigné .....  
agissant au nom de (dénomination et adresse de la firme) .....

certifie que M. ....  
domicilié à .....  
est à mon service en qualité de .....

Sa rémunération mensuelle brute, hors allocations familiales et déduction faite de la cotisation de solidarité, mais y compris :

- l'allocation foyer/résidence;
- les autres avantages soumis à déclaration à l'O.N.S.S.,

Pour le mois de ..... s'élève à .....

**A déduire :**

— Cotisation O.N.S.S.	:	.....	F
Caisse veuves et orphelins	:	.....	F
Caisse de Répartition des Pensions communales	:	.....	F
Précompte professionnel	:	.....	F
	:	.....	F

— Autres avantages mensuels non soumis à l'O.N.S.S., à préciser :	:	.....	F
.....	:	.....	F
.....	:	.....	F

Fait à ..... le .....  
Cachet de la Firme ..... Signature :

(Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 16 décembre 1983.)

Pour l'Exécutif de la Communauté française ;  
Le Ministre des Affaires sociales,  
Ph. MONFILS

**VERTALING**

**FRANSE GEMEENSCHAP**

N. 83 — 2152

**16 DECEMBER 1983.** — Besluit van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de schalen die als basis dienen voor de berekening van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfkosten van de kinderen, opgenomen in de kinderdagverblijven en peutertuinen, erkend en gesubsidieerd door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn en in de erkende diensten voor onthaalmoeders

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1982 houdende regeling van de handtekening der akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 26 januari 1982 houdende de regeling van haar werking;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1971 tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 februari 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van de Rijkstegemoetkoming in de werkingskosten van de door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn erkende kinderdagverblijven, gewijzigd bij koninklijk besluit van 5 mei 1971, inzonderheid op artikel 2 en

bij koninklijke besluiten van 14 oktober 1971, 18 februari 1974, 25 februari 1975, 25 september 1978 en 15 juli 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1975 houdende vaststelling van de voorwaarden van de financiële bijdrage van het Rijk in de werkingskosten van de diensten voor onthaalmoeders, erkend door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 juni 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 1976 tot wijziging van :

1° het koninklijk besluit van 13 februari 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van de Rijkstegemoetkoming in de werkingskosten van de door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn erkende kinderdagverblijven en peutertui-

nen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 mei 1971, 1 juli 1971, 14 oktober 1971 en 18 februari 1974;

2° het koninklijk besluit van 18 augustus 1975, tot vaststelling van de voorwaarden van de financiële bijdrage van het Rijk in de werkingskosten van de diensten voor onthaalmoeders, erkend door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn;

Gelet op het advies van de Hoge Raad der Werken voor Kinderwelzijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, gewijzigd door de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

In de overweging dat ontverwijfd het bedrag moet worden vastgesteld van de financiële bijdrage van de ouders vanaf 1 januari 1984, in de verblijfkosten van de kinderen die in dit artikel bedoelde instellingen zijn opgenomen,

Besluiten :

Enig artikel. De schalen waarvan sprake in artikel 7 van het koninklijk besluit van 13 februari 1970 zoals het werd gewijzigd en in artikel 2, 9°, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 18 augustus 1975, zijn vastgesteld voor een periode van een jaar ingaande op 1 januari 1984, overeenkomstig de bepalingen van de tekst die als bijlage geet bij dit besluit.

Brussel, 16 december 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister van Sociale Zaken,

Philippe MONFILS

Bijlage 1

Schalen van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfkosten van de kinderen opgenomen in de kinderdagverblijven en peuterscholen, erkend en gesubsidiëerd door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, en in de erkende diensten voor onthaalmoeders

1. De bijdrage is als volgt vastgesteld :

Samengevoegd nettomaandelijks inkomen van het gezin of van de samenwonenden (van de alleenstaande ouder)	Dagelijkse bijdrage			Samengevoegd nettomaandelijks inkomen van het gezin of van de samenwonenden (van de alleenstaande ouder)	Dagelijkse bijdrage		
	100 %	70 %	50 %		100 %	70 %	50 %
— 16 999	50	30	50	41 000 — 41 999	228	160	114
				42 000 — 42 999	234	164	117
				43 000 — 43 999	239	167	120
				44 000 — 44 999	245	172	123
				45 000 — 45 999	250	175	125
17 000 — 17 999	66	50	50	46 000 — 46 999	256	179	128
18 000 — 18 999	79	55	50	47 000 — 47 999	261	183	131
19 000 — 19 999	93	65	50	48 000 — 48 999	267	187	134
20 000 — 20 999	108	76	54	49 000 — 49 999	272	190	136
				50 000 — 50 999	278	195	139
21 000 — 21 999	118	83	59	51 000 — 51 999	283	198	142
22 000 — 22 999	124	87	62	52 000 — 52 999	298	202	142
23 000 — 23 999	129	90	65	53 000 — 53 999	294	206	147
24 000 — 24 999	135	95	68	54 000 — 54 999	300	210	150
25 000 — 25 999	140	98	70	55 000 — 55 999	305	214	153
26 000 — 26 999	146	102	73	56 000 — 56 999	311	218	156
27 000 — 27 999	151	106	76	57 000 — 57 999	316	221	158
28 000 — 28 999	157	110	79	58 000 — 58 999	322	225	161
29 000 — 29 999	162	113	81	59 000 — 59 999	327	229	164
30 000 — 30 999	168	118	84	60 000 — 60 999	333	233	167
31 000 — 31 999	173	121	87	61 000 — 61 999	338	237	169
32 000 — 32 999	179	125	90	62 000 — 62 999	344	241	172
33 000 — 33 999	184	129	92	63 000 — 63 999	349	244	175
34 000 — 34 999	190	133	95	64 000 — 64 999	355	249	178
35 000 — 35 999	195	137	98	65 000 — 65 999	360	252	180
36 000 — 36 999	201	141	101	66 000 — 66 999	366	256	183
37 000 — 37 999	206	144	103	67 000 — 67 999	371	260	186
38 000 — 38 999	212	148	106	68 000 — 68 999	377	264	189
39 000 — 39 999	217	152	109	69 000 — 69 999	382	267	191
40 000 — 40 999	223	156	112	70 000 en meer	385	270	193

Het bedrag van de dagelijkse bijdrage mag in geen geval lager zijn dan 50 frank. (absoluut minimum).

Voor de ouders die geen bewijs leveren van hun inkomsten is de financiële bijdrage vastgesteld op 385 frank per dag.

Het bedrag van de financiële bijdrage van de openbare instanties die de last van de plaatsingskosten van de kinderen wordt vastgesteld op 385 frank per dag en per kind.

Nadere bijzonderheden.

De berekening steunt op de samengevoegde netto-maandelijkse inkomsten van het gezin.

a) Vanaf 118 frank tot 382 frank wordt het bedrag van de financiële der ouders berekend als volgt :

$$\frac{\text{Samengevoegde netto-maandelijkse inkomsten van het gezin}}{\text{X 11 pct. (*)}} \\ \hline 20 \text{ werkdagen}$$

(\*) (uitgedrukt in rekenkundig gemiddelde per schijf van 1 000 frank).

Vanaf 70 000 frank aan samengevoegde netto-maandelijkse gezinsinkomen is de financiële bijdrage van de ouders begrensd op 385 frank.

b) De samengevoegde netto-maandelijkse gezinsinkomen die in aanmerking komen voor de berekening van de dagelijkse bijdrage zijn die van de maand november 1983 of, zoniet, die van de eerste maand waarin het kind het opvangmilieu bezoekt.

Ouders die ingeschreven zijn onder de stelsels werklieden, bedienden, openbare en daarmee gelijkgestelde diensten, zullen het document van bijlage 3 door hun werkgever moeten laten invullen.

De ouders die aan een ander stelsel onderworpen zijn, moeten het meest recente aanslagbiljet voor de rechtstreekse personenbelasting voorleggen, nl. dat van 1983 (inkomsten 1982).

Indien de ouders dit aanslagbiljet nog niet hebben ontvangen op het ogenblik van de inschrijving, dan kan men het aanslagbiljet voor de rechtstreekse personenbelasting 1982 (inkomsten 1981) raadplegen, en naargelang van het geval een van de volgende omrekeningsformules toepassen.

1° Aanslagbiljet 1983 (inkomsten 1982) :

$$\frac{A}{10,30} \times 0,923$$

A = samengevoegd netto-jaarlijks belastbaar gezinsinkomen voor 1982 (zoals vermeld op het aanslagbiljet 1983).

10,30 = coëfficiënt om het samengevoegde netto-jaarlijks belastbaar inkomen om te rekenen in het samengevoegde netto-maandelijks inkomen.

0,923 = coëfficiënt om de inkomsten voor 1982 aan te passen aan de inkomsten van september 1983 rekening houdend met de loonstop en de 5e index-bijslag.

2° Aanslagbiljet 1982 (inkomsten 1981) :

$$\frac{A}{10,30} \times 0,971$$

A = samengevoegd netto-jaarlijks belastbaar gezinsinkomen voor 1981 (zoals vermeld op het aanslagbiljet 1982).

10,30 = coëfficiënt om het samengevoegde netto-jaarlijk belastbaar inkomen om te rekenen in het samengevoegde netto-maandelijks inkomen.

0,971 = coëfficiënt om de inkomsten van 1981 aan te passen aan de inkomsten van september 1983 rekening houdend met de loonstop en de 5e index-bijslag.

c) Onder de « te rechtvaardigen inkomsten » dienen te worden verstaan alle financiële inkomsten van het gezin, de samenwonenden of de alleenstaande ouder, meer bepaald :

— beroepsinkomsten;

— sociale voorzieningen (ziekte-, invaliditeit, personen, vergoedingen, voor arbeidsongevallen en beroepsziekten, werkloosheidsuitkeringen, tegemoetkomingen aan minder-validen);

— militievergoeding;

— Studiebeurs;

financiële steun O.C.M.W.

Voor het bepalen van het referentie-inkomen zal geen rekening worden gehouden met de kinderbijslag (in voorkomend geval af te trekken indien deze geïntegreerd is in de bezoldiging), en evenmin met de tegemoetkomingen van de openbare instanties in de onderhoudskosten van een kind dat bij een pleeggezin wordt geplaatst. (art. 83bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

Onderhoudsuitkeringen zullen bij het referentie-inkomen worden gevoegd indien ze geïnd worden. Ze zullen afgetrokken worden indien ze worden gestort.

Persoonlijke aflossingen mogen niet worden afgetrokken.

d) Het maatschappelijk onderzoek dat wordt ingesteld door de maatschappelijk werker verbonden aan de kinderdagverblijven, peuterspeelplaatsen en diensten voor onthaalmoeders, is doorslaggevend voor de aanpassing van de dagelijkse bijdrage van een gezin dat in een bijzondere financiële situatie verkeert.

Elke afwijking, de schaal, zoals hierboven vastgelegd, zal echter gestaafd worden door een schriftelijk verantwoordingsverslag.

e) De aangifte van de inkomsten van het gezin of van de alleenstaande aanverwant (bijlage 2), gesteund door het bewijs van de inkomsten, moet bewaard worden tot aan het eind van het lopende jaar.

2. De financiële bijdrage, zoals vastgesteld onder punt 1, dekt het geheel der verblijfskosten met uitzondering van het leveren van dieet-voedingsmiddelen en geneesmiddelen. De instellingen en diensten, bedoeld bij deze tekst, kunnen aan de ouders een bijdrage vragen voor luiers en kledingsstukken.

3. Wanneer de inrichtingen of diensten, bedoeld bij deze tekst, slechts halftijds worden bezocht, wordt de financiële bijdrage van de ouders bepaald op 50 pct. van de verschuldigde bijdrage.

De bijdrage mag echter in geen geval lager zijn dan 50 frank

De bijdrage mag echter in geen geval lager zijn dan 50 frank (absoluut minimum).

Onder halftijds bezoek dient te worden verstaan een verblijf dat vijf uren niet overschrijdt.

4. Indien twee kinderen van eenzelfde gezin terzelfdertijd aan de schaal vastgesteld onder punt 1 worden onderworpen, wordt de financiële bijdrage voor elk kind teruggebracht tot 70 pct. van de normale bijdrage voor voltijdse of halftijdse opvang. In geval van gewettigde afwezigheid van een van de kinderen gedurende niet meer dan twee weken, verliezen de ouders hun aanspraken op deze maatregel niet.

De maatschappelijk werker gaat de gelijktijdigheid van de opvang na wanneer twee kinderen niet samen aan dezelfde instelling of dienst worden toevertrouwd.

Dezelfde vermindering tot 70 pct. zal worden toegekend voor elk kind dat behoort tot een gezin dat drie of meer kinderen (absoluut minimum). ten laste heeft.

5. De financiële bijdrage van de ouders kan het voorwerp uit-

6. Een reservatiegeld — ten minste gelijk aan het absolute maken van een voorafgaande betaling of een voorschot. minimum van de dagelijkse bijdrage (50 frank), — kan worden gevraagd in geval van niet gewettigde afwezigheid van een ingehreven kind.

Het zal in elk geval beperkt worden tot 25 pct. van het normaal eisbaar bedrag.

Gezien om gehecht te worden aan het besluit van de Executieve van 16 december 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFELS

## Bijlage 2

## AANGIFTE VAN DE INKOMSTEN VAN HET GEZIN OF VAN DE ALLEENSTAANDE AANVERWANT

(bij toepassing van het besluit van de Executieve van .....

Naam en adres van het opvangmilieu :

.....  
.....

Ingeschreven kind :

Persoon die de financiële last van het kind draagt en die deze aangifte tekent :

Naam en voornaam : .....

Naam en voornaam : .....

Adres : .....

Adres : .....

Geboortedatum .....

Verwantschap : .....

Aantal kinderen in het gezin : .....

Inschrijvingsdatum : .....

Deze aangifte wordt vervolledigd door één van de volgendemodellen :

## MODEL A

## MODEL B

Ik ondergetekende verklaar kennis genomen te hebben van het besluit dat voor het jaar 1984 de grootte bepaalt van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfkosten in de kinderdagverblijven, peuterspeelplaatsen en diensten voor onthaalmoeders, erkend en gesubsidieerd door het N.W.K.

Ik leg geen inkomstenbewijs voor en verbind mij ertoe het bedrag van de maximale financiële bijdrage te betalen die vermeld is in dit besluit.

Datum :

Handtekening

Ik ondergetekende verklaar dat de (samengevoegde) maandelijkse inkomsten van mijn gezin voor de maand .....198..... frank bedragen.

Ik staaf deze aangifte met het attest dat door mijn werkgever ingevuld is.

Datum :

Handtekening

## MODEL C

## MODEL D

Ik, ondergetekende, verbind mij ertoe een financiële bijdrage te betalen die berekend is op basis van mijn aanslagbiljet 1983 (inkomsten 1982) volgens de omrekeningsformule bepaald in bijlage 1-1b) 1° van het besluit.

Samengevoegd netto-jaarlijks belastbaar gezinsinkomen  
 $\frac{10,30}{10,30} \times 0,923 = \dots \dots \dots$  frank

Datum

Handtekening

Ik, ondergetekende, verbind mij ertoe een financiële bijdrage te betalen die berekend is op basis van mijn aanslagbiljet 1983 (inkomsten 1982) volgens de omrekeningsformule bepaald in bijlage 1-1b) 2° van het besluit.

Samengevoegd netto-jaarlijks belastbaar gezinsinkomen  
 $\frac{10,30}{10,30} \times 0,971 = \dots \dots \dots$  frank

Datum

Handtekening,

Gezien om gehecht te worden aan het besluit van de Executieve van 16 december 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS



Bijlage 3

GETUIGSCHRIFT DOOR DE WERKGEVER IN TE VULLEN EN BESTEMD VOOR  
(naam van het opvangmilieu)

Ik ondergetekende .....  
handelend namens (naam en adres van de firma) .....  
.....  
.....  
verklaar dat .....  
wonende te .....  
bij mij in dienst is als .....

Zijn (haar) maandelijkse bruto-bezoldiging, kinderbijslag niet inbegrepen en na aftrek van de solidariteitsbijdrage, maar wel met inbegrip van :

- de haard- en standplaatsstoelage;
  - de andere vergoedingen die onderhevig zijn aan de RSZ,
- bedraagt ..... voor de maand .....

Af te trekken :

— Bijdrage RSZ	:	.....	F
Kas weduwen en wezen	:	.....	F
Omslagkas der gemeentelijke pensioenen	:	.....	F
Bedrijfsvoorheffing	:	.....	F
	:	.....	F

— Andere maandelijkse vergoedingen die niet onderhevig zijn aan RSZ, nader preciseren :	:	.....	F
.....	:	.....	F
.....	:	.....	F

Gedaan te ..... op .....  
Stempel van de firma ..... Handtekening :

Gezien om gehecht te worden aan het besluit van de Executieve van 16 december 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Sociale Zaken,  
FPh. MONFELS

**AUTRES ARRÊTÉS**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Publication des présentations de la Cour d'appel de Liège et du conseil provincial de Namur à une place de conseiller vacante à la Cour d'appel de Liège

Candidats présentés, dans le même ordre, par la Cour d'appel et par le conseil provincial :

- premier candidat :  
M. Goux, S., juge des saisies au tribunal de première instance de Namur;
- second candidat :  
M. Dapsens, Ch., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Dinant.

**ANDERE BESLUITEN**

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de voordrachten van het Hof van beroep te Luik en van de provincieraad van Namen tot een plaats van raadsheer vacant in het Hof van beroep te Luik

Kandidaten voorgedragen, in dezelfde orde, door het Hof van beroep en door de provincieraad :

- eerste kandidaat :  
de heer Goux, S., beslagrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Namen;
- tweede kandidaat :  
de heer Dapsens, Ch., substituit-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Dinant.